

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Et c'est ce qui explique la défaite des libéraux en Saskatchewan. Voilà pourquoi ils sont réduits à la portion congrue. Le concubinage n'est pas bien vu en Saskatchewan. C'est ce qui explique tout.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Qu'est-ce qui a bien pu amener le ministre et le comité des priorités, ce groupe mystérieux du cabinet libéral, à se réunir au lac Meach au cours de la fin de semaine? Ils auraient pu aussi bien aller pêcher sur la glace. Le secrétaire d'État (M. Regan) a été le porte-parole du gouvernement. De même que le ministre de la Justice. Pas le ministre des Finances. Ni le ministre d'État aux Finances (M. Bussières). Même pas le premier ministre. Mais le secrétaire d'État. Et qu'avait-il à nous dire?

M. Epp: Pas grand chose.

M. Baker (Nepean-Carleton): D'abord, il n'avait rien à dire au sujet de l'économie. Il a presque ruiné la Nouvelle-Écosse pendant qu'il en était le premier ministre. Qu'a-t-il dit? Qu'il n'y aurait pas de changement dans leur politique. Les députés libéraux de l'arrière-ban, de même que les dix auteurs de cette courageuse lettre au ministre des Finances, devraient se rappeler cette réponse, qu'il n'y aura pas de changement. Le solliciteur général (M. Kaplan) ne devrait pas oublier non plus qu'il n'y aura pas de changement dans la politique économique. Je vais leur dire pourquoi ils devraient s'en souvenir. Parce que le public canadien lui ne l'oubliera pas. Les petits exploitants du Canada central, de l'ouest et de l'est ne l'oublieront pas. Ils vont apprendre à maudire le gouvernement dans les deux langues officielles à cause de sa politique économique.

M. Nielsen: Et quelques autres aussi.

M. Baker (Nepean-Carleton): Bien sûr quelques autres. Je suis allé parler aux agriculteurs de ma circonscription. Pour la première fois, des exploitations agricoles que les mêmes familles se passent depuis quatre ou cinq générations, des exploitations qui sont là depuis la Confédération, sont aux prises avec toutes sortes de difficultés. Comment peuvent-elles exploiter, construire ou croître s'il n'y a pas d'argent à des taux d'intérêt raisonnables, elles ne peuvent acheter d'équipement ni concurrencer les autres. Qu'est-ce qu'en pense le petit exploitant—l'entrepreneur, la cheville ouvrière de l'emploi, de l'investissement, du développement et de la construction? S'il pouvait venir ici même et s'exprimer en son nom personnel, il vous dirait, monsieur l'Orateur, à vous et à tous les députés, que le gouvernement est à court d'idées. Il m'a dit que, compte tenu de toutes les promesses qu'il avait faites de remettre de l'ordre dans l'économie, le gouvernement ne pouvait sûrement pas laisser se produire une telle chose et le laisser perdre tout son investissement sans rien faire. C'est pourtant ce qui est en train de se passer. Chaque fois que l'insaisissable ministre des Finances (M. MacEachen) élude les questions à la Chambre des communes en les noyant sous un flot de belles paroles, il sonne le glas des libéraux.

● (2120)

Je tiens à dire aux députés libéraux de l'arrière-ban qu'il y a une limite à la quantité de couleuvres qu'on pourra faire avaler aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Les Canadiens en ont assez de ces couleuvres. En février 1980, les libéraux ont été élus sur la foi d'un certain nombre de promesses. Ils avaient promis de garder le pétrole et l'essence à bon marché. Ce n'est pas sans raison que le député de Windsor-Ouest (M. Gray), maintenant ministre de l'Industrie et du Commerce, a été dépouillé d'une bonne partie de ses pouvoirs. Il a affirmé que si les taux d'intérêt devaient dépasser le niveau qu'ils avaient alors atteint—13 p. 100, il me semble—et qu'il était ministre, il démissionnerait de son poste. Mais il y est encore rivé.

Les libéraux ont demandé qu'on leur fasse confiance et qu'on rejette le budget que venait de déposer celui qui était alors ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Ils ont invité les Canadiens à ne pas croire les propositions des conservateurs touchant le crédit d'impôt pour la mazout qui grimpait en prix. Les libéraux ne voulaient pas non plus qu'ils croient les conservateurs qui proposaient des mesures fiscales pour venir en aide aux propriétaires de maisons. Ils ont invité les Canadiens à appuyer leur obstruction systématique des mesures présentées par les conservateurs. Ils ont entonné le même refrain dans toutes les régions du pays.

Les taux d'intérêt sont passés de 13 à 19 p. 100 et, dans certaines régions, ils ont atteint 24 p. 100. Ils sont encore plus hauts pour ceux qui cherchent un financement secondaire. La situation économique dans laquelle nous nous trouvons mettrait au défi tout bon gouvernement, mais celui-ci s'en balance. C'est un gouvernement ni montrable ni crédible. En fait, c'est un gouvernement incroyable. Il n'a pas le droit de gouverner le pays comme il le fait.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Si vous voulez entendre parler de questions économiques dans ce débat, je vais vous en parler, parce que je vis avec mes électeurs. Je me rends dans ma circonscription. Je ne vais pas me cacher au lac Meach. Je lutte aux côtés des agriculteurs et des chefs de petites entreprises. Je visite les immeubles à appartements de Bayshore et de Parkwood Hills dans ma circonscription et je vois les loyers monter sans fin pour des personnes qui voudraient pouvoir choisir leur logement mais ne le peuvent pas.

Je demande à ces libéraux de l'arrière-ban quand ils vont prendre la défense de ceux qui les ont envoyés ici. Quand défendrez-vous les électeurs canadiens qui ont voté pour vous de bonne foi? Ils l'ont fait dans d'autres régions du Canada. Pourquoi êtes-vous si aveugles, stupides et silencieux aux Communes? Ce sont des questions que je dois leur poser. Je comprends que c'est difficile pour eux, mais il vient un moment où il faut renoncer à son rêve d'entrer dans le Cabinet et oser dire la vérité. Ils ne seraient pas les premiers parlementaires à le faire.